

Paris, le 17 novembre 2009

Défaillances d'entreprises dans le monde : Année noire en 2009, stabilisation à un niveau élevé en 2010

Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, prévoit une augmentation de 33% des défaillances d'entreprises dans le monde pour 2009. En 2008 la moitié de la hausse des défaillances dans le monde aurait découlé des restrictions financières, alors qu'en 2009 l'effondrement de la croissance économique est le principal facteur.

Deux grands facteurs expliquent les défaillances d'entreprises : la situation économique et la rentabilité des entreprises d'une part, le financement des entreprises d'autre part. Il faut généralement 2 à 3% de croissance du PIB pour enrayer la hausse des défaillances.

« Depuis mi-2008, au choc traditionnel lié au cycle économique (problème de débouchés commerciaux) se sont brutalement ajoutés des facteurs exceptionnels directement liés à la crise (problèmes de financement) note Karine Berger, directrice des études d'Euler Hermes. De fait, la contraction d'activité de 2008 ne justifie que la moitié de la hausse de 26% des défaillances dans le monde. L'autre moitié de la progression provient probablement des restrictions financières auxquelles se sont heurtées les entreprises à partir de l'été. Pour 2009, nous estimons à +33% la croissance de notre Indice global des défaillances, qui synthétise l'évolution des faillites d'entreprises dans le monde. L'ensemble de cette hausse peut s'expliquer par l'effondrement de la croissance économique. »

2009 : nouvelle accélération de l'Indice global des défaillances

La crise économique et financière avait déjà fait brutalement et massivement augmenter les défaillances d'entreprises en 2008 (croissance révisée en hausse à +26%). En s'intensifiant sur les premiers mois de l'année 2009, et en se propageant à la majorité des pays et des secteurs, la récession mondiale a été la plus sévère depuis la seconde guerre mondiale. Elle s'est accompagnée d'une accélération sans précédent de la dégradation de la situation financière des entreprises et de leurs difficultés de paiement, et *in fine* d'une envolée des défaillances.

L'Indice global des défaillances d'Euler Hermes devrait afficher, pour la deuxième année consécutive, une accélération record en 2009, à +33%. Même s'il augmente partout significativement, cet indice recouvre des situations différentes selon les pays :

- en progression de plus de 75%, les défaillances explosent en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas ou encore dans les pays baltes ;
- en croissance de plus de 35%, le nombre des faillites s'envole aux Etats-Unis, en Europe du Nord et de l'Est ;
- la Suède, le Royaume-Uni, la Suisse ou encore la France connaissent un bond significatif du nombre des défaillances ;
- l'accélération est limitée au Japon et en Allemagne ;
- à noter, les exceptions canadienne (-5%) et sud-coréenne (-7%).

En niveau aussi, le bilan pour 2009 sera inégalé depuis plus d'une décennie pour quelques pays comme la Suède et la Finlande (1996), le Royaume-Uni (1993), les Etats-Unis ou la Norvège (1992) ; il devrait être historique pour plusieurs autres pays comme la France, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, la Finlande, l'Irlande ou encore le Portugal.

2010 : en ordre dispersé mais un indice globalement stabilisé à un haut niveau

« La reprise de l'économie mondiale prévue en 2010 sera lente et fragile car les demandes intérieures des grands pays industrialisés seront affaiblies par la montée du chômage et les incertitudes sur le pouvoir d'achat des ménages, explique Karine Berger. La production ne devrait retrouver son niveau

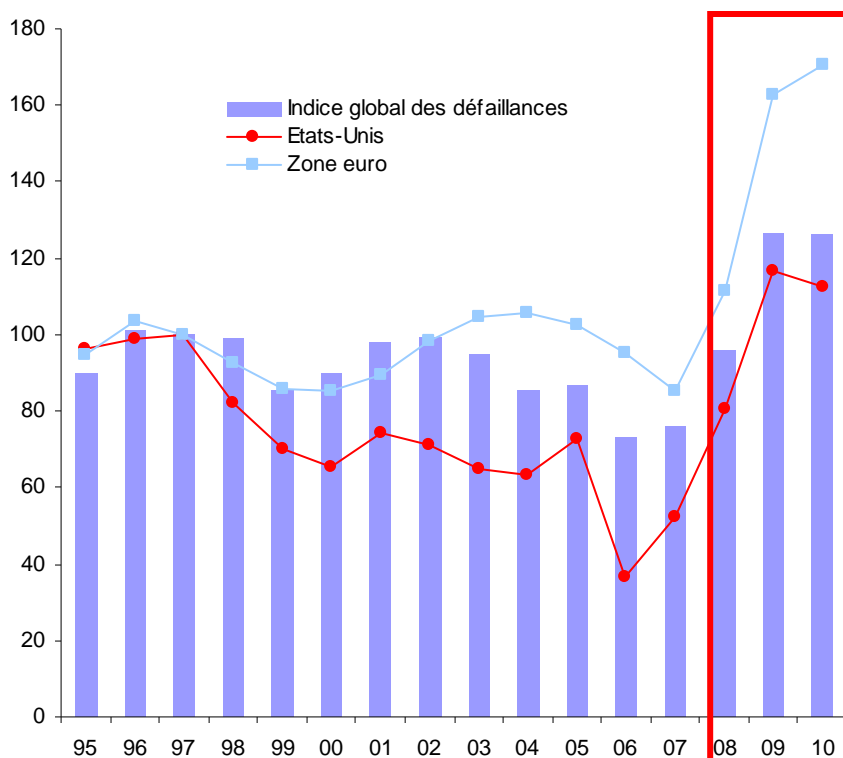
d'avant la crise qu'à partir de 2011. La conséquence directe de cette faible reprise est que les défaillances d'entreprises resteront à des niveaux élevés en 2010. En effet, les entreprises ne parviendront pas à renouer avant 2011 avec la rentabilité d'avant la crise, la chute de leurs chiffres d'affaires nécessitant encore de lourds ajustements. »

Sur l'ensemble de l'année 2010, Euler Hermes prévoit une nouvelle hausse des défaillances d'entreprises dans les pays d'Europe de l'Ouest (+3%, après +43% en 2009 et +30% en 2008). Un repli des défaillances, à des niveaux toutefois encore élevés, est cependant attendu, en particulier en Amérique (Etats-Unis, Canada, Brésil) et dans plusieurs pays d'Asie. L'Indice global des défaillances s'afficherait alors au même haut niveau que celui atteint en 2009.

Note méthodologique

Le concept de défaillance d'entreprise est variable d'un pays à l'autre, ce qui rend les comparaisons internationales délicates. Les disparités entre les pays ont deux causes principales. D'abord, les procédures officielles n'ont pas partout le même poids. Certains pays, où les procédures amiables dominent (par exemple l'Espagne ou l'Italie), présentent des nombres de défaillances d'entreprises très faibles, qui sous-estiment la réalité des entreprises en difficulté. Ensuite, les entrepreneurs individuels sont tantôt inclus dans les défaillances d'entreprises, tantôt comptabilisés dans la masse des faillites personnelles (comme aux Etats-Unis), sans qu'on puisse distinguer les faillites à titre purement privé des faillites d'entreprises. Dans ce cas, le nombre des défaillances d'entreprises est significativement minoré. En outre, la frontière entre les entrepreneurs individuels et les très petites entreprises varie beaucoup d'un pays à l'autre. Pour chaque pays, nous avons retenu une définition d'entreprise correspondant, autant que possible, à la définition utilisée dans le recensement des défaillances pour calculer un taux de défaillance. Pour dépasser l'hétérogénéité des situations et des statistiques nationales, nous surveillons l'évolution historique des défaillances, plutôt que leur nombre absolu. Pour chaque pays, nous avons calculé un indice des défaillances, en retenant une base 100 en 1997. Puis nous calculons un Indice Global des Défaillances, comme la somme pondérée de ces indices nationaux. Chaque pays est pondéré par le poids de son PIB en valeur (aux taux de change courants) au sein des 33 pays retenus dans cette étude qui représentent plus de 80% du PIB mondial en utilisant les taux de change courants 2008.

Indice global des défaillances Euler Hermes



Sources : données nationales, calculs et prévisions
Euler Hermes SFAC, Base 100 : 1997

Statistiques par pays

	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	Bilan 2008		Prévisions	
			Nombre	Variation	2009	2010
Allemagne	6,3	7,7	29 291	0%	15%	9%
Autriche	0,7	0,9	6 315	0%	11%	0%
Belgique	0,9	1,1	8 472	10%	18%	5%
Bésil	2,7	3,3	2 243	-18%	11%	-12%
Canada	2,6	3,2	6 164	-2%	-5%	-6%
Chine	7,5	9,1	4 555	5%	5%	5%
Corée du Sud	1,6	2,0	2 735	19%	-7%	-5%
Danemark	0,6	0,7	3 709	54%	51%	-9%
Espagne	2,8	3,4	2 528	187%	111%	3%
Estonie	0,0	0,0	429	112%	91%	-21%
Etats-Unis	24,6	30,2	43 546	54%	45%	-4%
Finlande	0,5	0,6	2 916	14%	38%	4%
France	4,9	6,1	57 665	15%	17%	2%
Grèce	0,6	0,8	563	10%	21%	15%
Hong Kong	0,4	0,5	468	3%	39%	23%
Hongrie	0,3	0,3	11 181	15%	52%	0%
Irlande	0,5	0,6	773	113%	85%	-6%
Italie	4,0	4,9	7 300	20%	37%	15%
Japon	8,5	10,4	15 646	11%	2%	-3%
Lettonie	0,1	0,1	1 226	21%	83%	-17%
Lituanie	0,1	0,1	928	53%	80%	-20%
Luxembourg	0,1	0,1	583	-12%	23%	3%
Norvège	0,8	1,0	3 637	28%	49%	-5%
Pays-Bas	1,5	1,8	4 635	1%	76%	5%
Pologne	0,9	1,1	430	-10%	44%	10%
Portugal	0,4	0,5	3 344	67%	20%	0%
République Tchèque	0,4	0,5	1 110	-3%	40%	-3%
Royaume-Uni	4,6	5,7	29 994	31%	25%	0%
Singapour	0,3	0,4	132	25%	27%	-4%
Slovaquie	0,2	0,2	582	-27%	55%	-11%
Suède	0,8	1,0	6 298	9%	30%	5%
Suisse	0,8	1,0	4 221	-2%	26%	-4%
Taiwan	0,7	0,8	805	-23%	-50%	-3%

Sources : sources nationales, prévisions Euler Hermes

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec 6 200 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,2 milliards d'euros en 2008.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Le groupe garantit pour 700 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Filiale d'Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe et ses principales filiales d'assurance-crédit sont notés AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.com

Contact presse

Groupe Euler Hermes

Raphaële Hamel – +33 (0)1 40 70 81 33 – raphaele.hamel@eulerhermes.com

www.eulerhermes.com

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. En plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de terme comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel", ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Allianz et sur les principaux marchés où intervient la Société, (ii) des performances de marchés financiers, y compris des marchés émergents, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) des taux de mortalité et de morbidité, (v) du taux de conservation des affaires, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements des législations et des réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des Banques Centrales et/ou des Gouvernements étrangers (xi) des effets des acquisitions (par exemple de la Dresdner Bank AG) et de leur intégration et (xii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit sur le plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, et éventuellement de manière accrue, suite à des actes terroristes. Les questions abordées dans le présent document peuvent en outre impliquer des risques et des incertitudes dont les sociétés du groupe Allianz sont régulièrement amenées à faire état dans les documents qu'elles soumettent à la Securities and Exchange Commission. Les sociétés du groupe Allianz ne sont pas obligées de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.